

# Vox demande à la Commission européenne de défendre la liberté d'expression menacée par twitter

written by Jules Ferry | 2 février 2021



Vox, le 3ème parti espagnol dit « non à l'islamisation » : bloqué par Twitter, 2 semaines avant les élections !

En complément de l'article de Christine Tasin du 29 janvier annonçant la censure de Vox, voici les conséquences et l'original recours.

<https://resistancerepublicaine.com/2021/01/29/apres-trump-twitter-censure-vox-pour-sa-campagne-contre-lislamisation/>

Twitter a suspendu jeudi le compte officiel du parti patriote « Vox » en Espagne.

Le parti a tenu des « **discours incitant à la haine** » lors de la campagne qu'elle a lancée avec le hashtag « **Non à l'islamisation** ».

Dans un Tweet publié sur son compte personnel, le chef du [3<sup>e</sup> plus grand parti espagnol](#) a dénoncé cette décision de Twitter tout en annonçant son intention de porter plainte contre le réseau social. « *Twitter s'en prend à la liberté en censurant la démocratie. Certains nous lapident, d'autres nous diabolisent et certains encore nous manipulent. Ils veulent nous faire taire parce que nous nous défendons* », a-t-il déclaré.

Fondé en 2013 en Espagne, Vox défend une politique anti-immigration et anti-islam.

Alors que la campagne électorale est en cours dans la région autonome espagnole de Catalogne, Twitter a fermé le compte officiel de VOX, le troisième parti espagnol. VOX s'est maintenant tourné vers la Commission européenne pour demander des mesures contre l'influence électorale du géant du réseau.

La raison de la fermeture serait le slogan de la campagne du parti « *non à l'islamisation* » et un article qui critique la surreprésentation marquée des migrants nord-africains dans les statistiques de la criminalité, rapporte El Diario. Les élections débutent le 14 février.

Comme pour la fermeture du compte Twitter du président américain Donald Trump, la société, qui, selon [Euro Weekly News](#), se considère impartiale, affirme que VOX a violé les conditions d'utilisation de la société.

Le message, qui prétendument « *menace, harcèle ou incite à la violence* », a été initialement publié sur le compte personnel du directeur des communications du parti, Rubén Pulido, puis partagé par VOX.

Dans la [déclaration](#), il cite des données de la police qui indiquent que: « *Bien que les migrants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ne représentent que 0,2 pour cent de la population, ils sont à l'origine de 93 pour cent des*

*rapports de police* ». Lorsque le compte officiel de VOX a partagé la publication de Pulido, la balise #StopIslamization a été ajoutée.

## **Le Prince d'Arabie saoudite est le deuxième plus grand actionnaire de Twitter**



**Le prince saoudien Alwaleed Bin Talal est le deuxième actionnaire de Twitter.** En 2011, il a investi 300 millions de dollars dans Twitter et détient aujourd'hui 5,2% de l'entreprise.

Le prince lui-même est très actif sur Twitter et compte plus de 12,3 millions de followers.



## **Demande adressée à la Commission européenne de défendre la liberté d'expression**

Il est à noter que [le compte personnel de Rubén Pulido](#) sur lequel apparaît le message n'a pas été bloqué. Ce que Twitter vise vraiment est précisément le tag #StopIslamization et se pose donc la question rhétorique : **est-ce que dire «Non à l'islamisation» est vraiment quelque chose qui «menace, harcèle ou encourage la violence»?**

Le leader de VOX, Santiago Abascal, souligne que le tweet qui a provoqué la censure de Twitter montre des informations parfaitement réelles et vérifiées sur la violence causées par les migrants à l'encontre des Espagnols en Catalogne et aux îles Canaries.

Il dit que les millionnaires derrière les géants de la technologie veulent cacher les conséquences de l'immigration de masse qu'ils promeuvent en coopération avec «certains gouvernements».

Il poursuit en disant qu'en censurant les voix critiques, la multinationale limite le processus démocratique en Espagne. Le député VOX, Jorge Buxadé, a demandé par écrit à la Commission européenne de prendre d'urgence des mesures contre la censure de Twitter et de défendre ainsi la liberté d'expression.

[El Diario](#)